

TABLE DES MATIÈRES

> Le mot du co-président	3
> Appui	4
<i>Au niveau international</i>	
• Visites sur le terrain	
• Participation des jeunes aux instances internationales	
• Programme LIFELINE	
<i>Au niveau local</i>	
• Animation-conseil	
• 2e Examen périodique universel (EPU) de la Suisse	
• Rencontres Régionales	
• Soutien aux activités des groupes	
> Formation	11
<i>Au niveau international</i>	
• 26ème Cours de formation de base	
• Pôle de compétences en formation aux droits humains en Afrique du Nord	
• Pôle de compétences en formation aux droits humains en Afrique de l'Ouest	
• République de Guinée	
• 17ème Cours de Base du Centre Québécois de Formation	
<i>Au niveau local</i>	
• Formations ciblées	
> Promotion	18
<i>Au niveau international et local</i>	
• Le Journal du Codap: Echos Militants	
• Site Internet	
<i>Au niveau local</i>	
• Les Cafés des Libertés	
> Sensibilisation et mobilisation des jeunes en formation	18
<i>Post Tenebras: Action!</i>	
> Vie du Codap et activités d'auto-financement	19
> Les organes	19
<i>L'Assemblée générale</i>	
<i>Le Bureau</i>	
<i>Les Equipes et les membres</i>	
<i>Le Conseil</i>	
<i>La Permanence</i>	
>Remerciements	21
<i>Bénévoles et soutiens individuels</i>	
<i>Partenaires financiers</i>	

2013: une année de renouveau

L'année 2013 fut une année importante pour le CODAP puisqu'elle a été marquée par de nombreux changements et nouveautés. Un changement générationnel à travers l'arrivée de nouveaux bénévoles, la mise en place d'un nouveau bureau et l'instauration d'une co-présidence paritaire. Un changement également au sein de la permanence à travers le départ de Jean Willemin qui a terminé son mandat en tant que coordinateur international du Codap. Nous le remercions pour ces trois années d'implication intense pour notre organisation. Il a su, à travers sa personnalité généreuse et ses compétences, développer le réseau international du Codap et ouvrir de nouvelles perspectives prometteuses pour les années à venir. Nous accueillons donc à ce poste Cédric Chatelanat, ancien coordinateur du CFB 2013, qui a assuré avec brio la transition en tant que nouveau coordinateur international du Codap.

Cette année 2013 fut aussi une année de nouveautés pour les programmes national et international. En effet, la grande implication de Selim Neffah, coordinateur national, administratif et financier, a permis de mettre en place un partenariat avec l'organisation suisse euforia. Ce nouveau partenariat va nous permettre de créer des synergies entre les points forts des deux organisations, à savoir la mobilisation des jeunes pour euforia et le suivi de projets pour le Codap; tout cela dans le but de favoriser l'émergence de projets au niveau local. Du côté du programme international, les efforts de la permanence n'ont pas été en reste puisque la mise sur pied d'un pôle de compétence en formation aux droits humains a débuté en Tunisie. L'objectif est de mettre à profit l'expérience dans le domaine du renforcement de capacités acquise en Afrique de l'Ouest en proposant sur le même modèle des formations régionales en Afrique du Nord. Le choix s'est naturellement porté sur la Tunisie pour son rôle déterminant dans les soulèvements qu'a connus la région en 2011. Ainsi, le Codap a débuté un partenariat avec une association de jeunes fondée en 2012 par d'anciens participants au Cours de Formation de Base du Codap: KISTAS pour le Développement de la Démocratie et la Défense des Droits de l'Homme.

Enfin, en ce qui concerne les finances, malgré un premier semestre compliqué par la tardive renégociation de contrats qui a conduit à la réduction de certaines activités, les efforts de Jean et Selim ont permis au Codap de finir l'année en ayant pu s'engager dans la majorité des projets prévus.

En bref, l'année 2013 fut une véritable année de challenge pour le Codap, mais la volonté, l'engagement et la persévérance de tous ses membres lui permettent d'avoir encore de beaux jours devant lui.

Mickaël Repellin

Co-président du Codap

Appui

L'axe fondateur du travail du Codap est l'appui aux jeunes défenseurs des droits de l'Homme, en Suisse ou à l'étranger. Ainsi, l'ensemble des activités annuelles s'insère dans la perspective de soutenir les jeunes qui s'engagent pour la défense des droits fondamentaux.

Au niveau international

L'année 2013 a marqué le lancement d'un nouveau programme international de trois ans intitulé « programme de renforcement des jeunes défenseurs des droits humains et développement des réseaux régionaux ». Le Codap a ainsi pu apporter son appui à neuf jeunes représentants d'ONG partenaires afin qu'ils portent la voix de la société civile au sein de différents mécanismes des Nations Unies, dont des organes de traités ou la procédure de l'Examen Périodique Universel. Autre élément marquant de cette année, le soutien exceptionnel apporté dans le cadre du programme d'urgence « Lifeline » à deux jeunes membres du réseau du Codap menacés de mort en raison de leurs activités dans la communauté LGBT tunisienne.

Visites sur le terrain

A la demande de la section sénégalaise d'Amnesty International, le Codap s'est rendu dans la région du Lac Rose du 15 au 21 septembre afin d'apporter son appui dans le cadre d'une formation organisée à l'intention de jeunes responsables des groupes Amnesty locaux. Trente-huit d'entre eux, originaires des différentes régions du Sénégal, ont participé à ce camp avec pour ambition de se former à l'action en faveur des droits fondamentaux. Durant cette semaine, le Codap s'est en particulier chargé d'ateliers visant à introduire les notions de base en matière de droit international des droits de l'homme. L'équipe de formateurs a également accompagné les participants dans l'élaboration de projets d'actions communs, par région, sur des thèmes tels que les violences faites aux femmes, les brutalités policières ou l'accès à l'éducation. La formation a été complétée par des formateurs d'Amnesty International Sénégal - dont certains avaient participé à des formations du Codap 20 ans en arrière - qui ont travaillé avec les jeunes militants sur les différents systèmes de protection des droits de l'homme ainsi que sur des techniques d'action concrètes telles que le théâtre de rue, la récolte de signatures ou la flashmob. Cette dernière fut d'ailleurs mise en pratique de manière mémorable dans la localité voisine, dans le but de défendre le droit à l'eau.

Participation des jeunes aux instances internationales

Conséquence directe de nos interventions sur le terrain, plusieurs jeunes défenseurs et défenseuses des droits humains de notre réseau ont entrepris un travail de témoignage au sein de différents organes des Nations Unies en 2013. Le Codap appuie ces jeunes par des conseils sur l'utilisation des mécanismes onusiens et en les met en contact avec des personnes ressources de la Genève internationale (ONG partenaires, experts onusiens, etc.) afin de faciliter leur travail de diffusion des informations du terrain.

- Mireille Bondo Tshibunda, présidente du Groupe d'Action des Jeunes de la RDC et du Congo Brazzaville, a participé à la session de février du Conseil des Droits de l'Homme. Sa présence à Genève lui a permis de sensibiliser plusieurs missions diplomatiques et ONG internationales sur la situation des droits de l'enfant en RDC, avec un accent particulier sur les violences subies en temps de guerre. Plusieurs contacts ont été noués, en vue de poursuivre le travail sur ces questions en RDC.
- Ali Traoré, coordonnateur du Centre de Formation et d'Information en matière des Droits de l'Homme (CIFDHA) au Burkina Faso, et Lydia Ouédraogo, présidente, sont venus du 24 mars au 8 avril à Genève afin de présenter les recommandations d'une coalition de six ONG burkinabè en vue de l'Examen Périodique Universel (EPU) de ce pays. Ces recommandations - dont plusieurs faisaient écho aux préoccupations de la jeunesse burkinabè - ont été présentées à diverses missions diplomatiques dans le cadre de la pré-session organisée par UPR-Info, facilitant ainsi leur prise en compte par les Etats intéressés. De fait, la plupart des recommandations ont été reprises lors de l'EPU proprement dit, ce qui constitue un succès important pour la coalition représentée par le CIFDHA.
- Gauthier Muhindo Misonia a participé à la 55ème session du Comité de l'ONU sur l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination à l'égard des Femmes (CEDEF). Représentant le Centre de Recherche sur l'Environnement, la Démocratie et les Droits de l'Homme (CREDDHO), il a attiré l'attention des membres du Comité sur l'impunité des auteurs de viols massifs dans la région du Kivu, en RDC. Ses remarques ont été entendues : les mesures proposées de lutte contre l'impunité dans les cas de violences sexuelles ont été reprises par le Comité dans ses observations finales. Le Codap a également mis le représentant du CREDDHO en contact avec d'autres ONG de la place, dont TRIAL, en vue de faire le point sur la situation alors très tendue au Kivu.
- Marième Soda Mbacke et Eleonore Mora Denerebaye ont participé du 1er au 6 septembre à la pré-session organisée par UPR-Info. Marième au titre de membre du Rassemblement Africain pour la Défense des Droits de l'Homme

(RADDHO), organisation active à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest et basée au Sénégal, et Eléonore en tant que membre de Droits de l'Homme Sans Frontières, une ONG tchadienne partenaire du Codap. Toutes deux ont présenté les recommandations de leurs organisations aux différentes missions diplomatiques respectivement intéressées par l'examen du Sénégal et du Tchad. En marge de ces réunions, les deux jeunes militantes ont pu rencontrer des partenaires spécialisés, dont l'assistante du Rapporteur spécial sur la traite des êtres humains et l'ONG HURIDOCS.

- Anastasia Stajila a participé à la 56ème session du CEDEF du 28 septembre au 2 octobre pour le Human Rights Information Center (CIDO) dans le cadre de l'examen de la Moldavie. Elle a pu intervenir lors de rencontres avec le Comité sur le place des femmes dans l'économie moldave, évoquant l'enjeu de l'écart salarial homme-femme ou encore le rôle des femmes dans les zones rurales. Parallèlement, Wilfried Zossou, membre de l'Ecole Instrument de Paix-Bénin a pu présenter le rapport de la Coalition pour l'Examen Périodique Universel du Bénin. Il s'agissait d'une excellente opportunité de suivi suite à la venue en 2012 d'un représentant de cette même coalition. Leur rapport s'est concentré sur les violences faites aux femmes et aux filles, en se penchant notamment sur le rôle de la culture traditionnelle dans la perpétuation des violences.
- Daouda Bale a représenté le Mouvement Burkinabè des Droits de l'Homme et des Peuples (MBDHP) au cours de la 51ème session du Comité contre la Torture (CAT), en novembre 2013. Seule ONG représentée à Genève pour l'examen du Burkina - un fait relevé par le Comité -, le MBDHP a pu faire valoir un rapport de situation complet portant à la fois sur les causes structurelles de la torture au Burkina et sur plusieurs cas précis afin de les porter à la connaissance du Comité. Par ailleurs, une collaboration avec le Gmedia Center a permis au jeune représentant du MBDHP de rencontrer des journalistes burkinabè présent pour la session du Comité.

En outre, des activités d'appui à la participation aux instances des Nations Unies ont été réalisées durant l'année 2013:

- Diffusion régulière d'un agenda des activités des institutions internationales et régionales sur les réseaux de jeunes défenseurs et défenseuses du Codap;
- Publication de la rubrique « Agir à l'international » dans le journal du Codap, l'Echo Militant.

LIFELINE

La Lifeline est une ligne d'urgence permettant d'apporter une aide directe aux jeunes défenseurs et défenseuses du réseau du Codap en danger.

Au cours de l'année 2013, le Codap a été amené à suivre deux cas, l'un en Tunisie, l'autre en rapport avec la Côte d'Ivoire. Pour les cas où des jeunes ont été inquiétés, des actions d'aide spécifique ont été mises en place et ont permis de les secourir ou de leur venir en appui.

- Tunisie: dans le cadre du développement de son réseau en Tunisie, le Codap a collaboré avec deux jeunes membres de Kistas, formateurs d'adultes, lors de la formation donnée sur place en juin 2013. Tous deux sont également membres d'associations militant notamment pour les droits des personnes LGBT en Tunisie.

Ces deux jeunes défenseurs des droits humains ont contacté le Codap dans l'urgence, fin juillet, à la suite d'un appel anonyme leur annonçant qu'ils étaient sur « liste noire » et que leur « tour allait venir bientôt ». Ces menaces faisaient suite à des insultes dans les rues de Sousse - leur lieu de résidence - et à des messages Facebook envoyés depuis de faux profil. Leurs actions de promotion et de défense des droits des personnes LGBT étaient considérées par les auteurs des menaces comme étant contraires à la religion, tout comme leur homosexualité. Autant de raisons pour lesquelles ils devaient être « punis ».

Jugeant la situation sérieuse, le Codap a immédiatement activé sa permanence d'urgence et a orienté son action sur trois plans. Premièrement, le Codap s'est attaché à assurer la sécurité des jeunes. Un bilan de sécurité complet a tout d'abord été effectué avec eux sur le champ. Les menaces ont été prises en note et les preuves recueillies. Le Codap s'est en particulier assuré que les deux victimes se trouvent en lieu sûr, hors de Sousse, qu'elles ne communiquent pas ce lieu à des tiers et qu'elles prennent toutes les mesures de sécurité nécessaires. Des sommes ont alors été débloquées dans le cadre du budget « lifeline » pour que les deux jeunes puissent subvenir à leurs besoins.

Parallèlement, le Codap est rentré en contact avec le bureau de l'Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT) à Tunis afin d'évaluer les possibilités pour dénoncer ce cas (mobilisation du réseau local de leur partenaires, appel urgent transmis aux autorités tunisiennes, éventuel suivi du cas).

L'information a également été relayée par le Codap au bureau de l'OMCT à Genève afin de discuter du cas et de l'option de lancer un appel urgent. Le recours à la police tunisienne a rapidement été mis de côté. L'OMCT et les jeunes eux-mêmes craignaient un possible emprisonnement ou de mauvais traitements en raison de leur orientation sexuelle. L'homosexualité est en effet punie par l'article 230 du code pénal tunisien. Sur conseil du bureau

de l'OMCT à Tunis, l'option de l'appel public urgent a également été écartée en raison du tabou que représente l'homosexualité en Tunisie. En effet, une attitude de soutien ou de protection des autorités islamistes en place et des principaux médias semblait peu probable.

Dès lors, afin d'obtenir une analyse en profondeur des menaces dont étaient victimes les deux jeunes, le Codap a mandaté un de ses contacts privilégiés en Tunisie pour effectuer une enquête de terrain. Le contact est un activiste tunisien reconnu que le Codap a rencontré lors de la formation en Tunisie en juin 2013. Menée début août dans la région de Sousse auprès des milieux salafistes, l'enquête concluait que les menaces étaient avérées et que les deux jeunes risquaient effectivement d'être tués par l'un des groupes salafistes les plus violents de la région. Leur détermination se mesurait en particulier à l'impossibilité pour notre contact de négocier la « protection » des jeunes auprès d'autres groupes salafistes. L'enquête a également révélé que la liste noire mentionnée par leurs interlocuteurs anonymes était diffusée au sein des groupes salafistes alliés, de sorte que le menace n'était pas circonscrite à la région de Sousse. En conclusion, notre contact estimait qu'il était impératif que les jeunes militants quittent la Tunisie au plus vite, aucune protection n'étant possible dans le pays. Au vu du caractère extrêmement sérieux des menaces, le Codap a par conséquent décidé de mettre en place une stratégie pour faire sortir les deux jeunes du pays.

Une solution transitoire dans un pays voisin ne permettant pas de résoudre le problème sur le long terme, le Codap a activé ses contacts au sein de l'administration suisse afin d'obtenir un visa humanitaire permettant aux deux jeunes de venir déposer une demande d'asile. Suite à des négociations avec les autorités suisses, cette solution a pu être mise en œuvre entre novembre et décembre 2013.

Après un passage au Centre d'enregistrement et de procédure de Vallorbe, les deux jeunes se trouvent maintenant à Genève, dans l'attente d'une décision définitive sur leur demande d'asile. Durant toute la procédure, ils ont bénéficié d'une assistance juridique du service réfugiés du Centre Social Protestant, sollicitée à la demande du Codap.

- Côte d'Ivoire : le deuxième cas de cette année 2013 concerne un jeune militant ivoirien d'Amnesty International, faisant partie du réseau de notre partenaire burkinabè, le CIFDHA. Ce jeune militant a été agressé et enlevé en Côte d'Ivoire en raison de ses opinions contre le pouvoir en place. Soutenu dans un premier temps par Amnesty International, il a quitté le pays afin de se mettre en sécurité au Burkina Faso. Suite à des problèmes de financement, les sections d'Amnesty lui ont cependant demandé de rentrer au pays, sans toutefois lui apporter des garanties ou des informations

claires quant à sa sécurité en Côte d'Ivoire. Le Codap a alors été amené à discuter de la situation avec Amnesty International (section de Côte d'Ivoire et section suisse) afin de trouver une solution. Dans l'intervalle, un soutien financier a été accordé au jeune ivoirien afin qu'il puisse subvenir à ses besoins. Au début de janvier 2014, il a été décidé que le cas est repris en main par la section ivoirienne d'Amnesty International. Tous les acteurs consultés par le Codap ont estimé qu'un retour du jeune en Côte d'Ivoire était désormais possible.

Au niveau local

Cette première année du programme national du Codap 2013 - 2015 *Undertakings for Human Rights: Youth in action!* démarre avec un nouveau partenariat avec euforia! Cette organisation de jeunes dynamiques et motivés mobilise et forme d'autres jeunes à s'engager dans les questions liées au développement durable. De belles possibilités de collaboration ont donc rapidement été perçues.

Des points communs et des complémentarités sont ressorties de discussions entre les deux associations. Alors que le Codap peine à aller à la rencontre de son public potentiel, en raison d'un manque de compétence en mobilisation, euforia excelle dans ce domaine, grâce à des techniques de communication bien maîtrisées. De son côté, euforia peine à mettre en place un suivi des projets créés dans le cadre de ses événements comme *Imp!act*, alors que le Codap possède une expérience de 27 années dans le renforcement de capacités, l'appui-conseil et le suivi de projet. Ayant le même public cible, la décision a été prise d'unir nos forces pour lui offrir un programme unique en Suisse de formation à l'entrepreneuriat social.

Dans un premier temps, euforia a mobilisé le public cible grâce à son événement *Imp!act*, qui a eu lieu en octobre et durant lequel le partenariat euforia-codap a été présenté aux participants. Lors de cet événement, les jeunes ont été amenés à trouver une idée de projet d'entrepreneuriat social s'inscrivant pleinement dans les critères du Développement Durable. Ils sont sortis de cet événement avec une vision, une mission et un objectif. Dans un deuxième temps, en décembre, huit jeunes ont participé à la Rencontre Régionale et ont acquis des outils concrets en gestion de projet et en stratégies de communication. Le Codap a, dès lors, accompagné trois projets qui ont été développés durant ce week end.

Suite à ces deux moments d'échanges, de création et de renforcement de capacité, le Codap et euforia ont offert à ces groupes de jeunes, un espace de

travail collaboratif une semaine sur deux dans les locaux genevois d'euforia. Un système de coaching méthodologique assuré par les bénévoles du Codap a permis de donner un appui et des conseils personnalisés aux jeunes promoteurs de projets.

Animation-conseil

Le Codap intervient auprès de nombreux groupes afin d'apporter des conseils et de l'appui lors de la mise en place ou de la réalisation de leurs différentes activités. Le secret d'une bonne animation-conseil consiste à orienter et aider les groupes qui en font la demande sans jamais se substituer à eux, ni dans les démarches, ni dans la réflexion. C'est en tous les cas cette philosophie d'action que le Codap s'entête, depuis 27 ans, à mettre en œuvre, et les succès rencontrés en 2013 démontrent, si cela est encore nécessaire, qu'elle fonctionne. Ainsi, le Codap renforce les initiatives des groupes en leur proposant des orientations stratégiques, des contacts avec des experts, ou encore de se mettre en relation avec d'autres groupes de militants travaillant sur des thématiques similaires. De la création du groupe à la relecture de projet, au soutien et à l'encadrement de réflexion de restructuration en passant par la mise en place de formations ponctuelles complètement adaptées aux nécessités et besoins des groupes, la nature des interventions d'animation-conseil du Codap reste encore et toujours diverse et variée. En 2013, le Codap a travaillé avec de nombreuses organisations de jeunes dans ce domaine telles que : le Collectif 17 octobre, Stop Suicide, Euforia, Genève Parle, Profelévolution, Les enfants et la Paix et quatre groupes de jeunes qui ne sont pas encore constitués en association.

2e Examen périodique universel (EPU) de la Suisse

Le Codap a participé à la séance de clôture de la deuxième séance de l'EPU pour la suisse. En mars 2013, notre coordinateur national a pleinement participé à la conception et à la mise en œuvre de la campagne de lobbying de la coalition suisse des ONG pour l'EPU.

Rencontre Régionale

La Rencontre Régionale 2013 s'est tenue le weekend du 7 et 8 décembre à l'Auberge pour Tous de Vallorbe. Ce fut un weekend convivial et motivant, bien qu'un peu frais! Huit jeunes ont participé activement au programme chargé, divisé sur les deux jours du weekend. Le samedi a été dédié aux stratégies d'action et au management de projet. Après un apport théorique, les participants ont été amenés à développer des idées de projets d'entrepreneuriat social. Le dimanche, lui, a été dédié aux stratégies de communication : les participants

ont été amenés à réfléchir sur les approches communicationnelles possibles en fonctions des projets développés la veille. Le weekend s'est achevé sur une présentation des projets, et une critique générale de ceux-ci par les coachs du Codap.

3 projets ont été développés lors de la Rencontre régionale:

- Genève Parle :
- Profélévolution :
- Les enfants et la Paix :

Ces projets, leur développement et leur réalisation seront suivis jusqu'en juin 2014 dans le cadre des "Binoulots", des espaces de travail collaboratif et de renforcement de capacités mis en place avec euforia à Genève.

Soutien aux activités des groupes

Le Codap propose de l'appui technique sous la forme d'impressions gratuites d'affiches et flyers, de prêt de matériel, et de conseils techniques et aides à la réflexion stratégique et philosophique en termes d'organisation et de gestion associative, ainsi que le financement de billets de train pour des déplacements lors de rencontres militantes.

Ainsi, en 2013, le Codap a produit près de 25'000 affiches et autres flyers, il a mis à la disposition de plusieurs groupes son vidéoprojecteur, un ordinateur portable ainsi que sa salle de conférence équipée. Ces appuis techniques restent donc des services forts appréciés des groupes de jeunes, et l'on peut noter depuis quelques années une tendance positive dans l'évolution de leur fréquence d'utilisation.

Formation

Le Codap organise des formations pratiques destinées à des jeunes défenseurs des droits humains de 15 à 30 ans. Elles apportent des connaissances de base sur les droits humains et donnent des outils concrets en matière de stratégies d'action et de communication afin de permettre aux jeunes de développer des projets concrets.

Point fort de cette année: le lancement d'un pôle régional de compétences en formation aux droits humains en Afrique du Nord. Le Codap s'est en effet rendu en Tunisie pour la première fois de son histoire afin d'appuyer l'association KISTAS dans le développement d'un projet de formation pour des jeunes défenseurs au niveau national, puis régional.

Au niveau international

26ème Cours de Formation de Base

Du 29 mars au 7 avril 2013 s'est tenue la 26ème édition du Cours de Formation de Base à l'action en faveur des droits fondamentaux (CFB). Ce cours a réuni 20 jeunes défenseurs et défenseuses venus de 15 pays, notamment: Algérie, Bénin, Bulgarie, Burkina Faso, Canada, République Démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Guinée, Haïti, Maroc, Moldavie, Sénégal, Suisse, Togo et Tunisie. Il est à noter que le Codap déplore deux désistements de dernière minute, de la part d'une candidate moldave et d'un candidat roumain, qui avaient été retenus pour le cours. L'impossibilité d'obtenir un visa dans les temps a également contraint un candidat algérien à renoncer à la formation. Le Cours s'est tenu à la colonie de la Cézille dans la commune de Begnins (VD).

Par ailleurs, faisant suite à la dynamique lancée en 2011, le Codap a poursuivi le renforcement de capacités des jeunes actifs dans les sociétés civiles d'Afrique du Nord. La Codap a, par exemple, pu réactiver son réseau en Algérie et renforcer celui identifié en Tunisie. En conséquence, l'édition 2013 du CFB a accueilli pas moins de 8 militant-e-s de cette région. Autre fait marquant de ce 26ème CFB : le grand nombre de militantes travaillant sur les violences faites aux femmes. Une concentration de compétences et de connaissances dans ce domaine qui a conduit le Codap à orienter certaines activités du CFB sur cette thématique qui touche tous les pays. Un Café des Libertés - café-débat - a notamment été organisé en présence de deux expertes des droits des femmes, provenant respectivement de l'ONU et de la société civile.

En plus des participants, le Codap a eu le plaisir d'accueillir 3 formateurs-trices invité-e-s, venus respectivement du Burkina Faso, du Sénégal et de Tunisie. Ceux-ci ont été intégrés à l'équipe de formateurs du Codap et des échanges sur les techniques pédagogiques ont ainsi pu avoir lieu tout au long de la formation.

Concernant le programme de la formation, la principale réforme de l'année 2013 a porté sur les ateliers du module stratégies d'action. En collaboration avec l'ONG américaine *New Tactics in Human Rights*, le Codap a intégré un nouvel outil d'analyse dans son module pédagogique : la cartographie tactique. Au moyen de cet outil, les participants sont amenés à cartographier les acteurs impliqués dans la violation des droits humains sur laquelle ils travaillent. La carte tactique les amène ensuite à réfléchir sur les relations entre ces acteurs et à identifier les mécanismes qui permettent à la violation de se perpétuer. En prenant conscience de ces enjeux, les jeunes militant-e-s peuvent alors déterminer quelle serait la tactique la plus adéquate afin d'améliorer la situation, en tenant compte des ressources et de l'expertise de leur ONG.

Lors du bilan du cours, l'équipe des organisateurs a relevé la pertinence des modifications apportées à l'occasion de la 26ème édition du CFB et l'impact

positif de la cartographie tactique sur la compréhension des problématiques de projet. Il a toutefois été relevé qu'il était nécessaire de travailler à l'amélioration de ce nouvel atelier.

Suite à l'édition 2013 du cours, de nombreux projets concrets sont en cours de préparation ou été réalisés, dont notamment :

- campagne de sensibilisation des médecins en contact avec des personnes séropositives sur les discriminations à leur égard au Maroc ;
- projet de renforcement de capacités d'avocats sur les mécanismes de protection contre la torture en Moldavie ;
- Campagne de sensibilisation et d'assistance aux femmes victimes de violences sexuelles dans les parcs publics de la ville de Goma en République Démocratique du Congo.

Pôle de compétences en formation aux droits humains en Afrique du Nord

Dans le prolongement de sa stratégie de renforcement de capacités des jeunes de la société civile d'Afrique du Nord, concrétisée en 2011 et 2012 par la formation de jeunes défenseuses et défenseurs des droits de l'Homme de Tunisie, d'Algérie et du Maroc, le Codap a entamé en 2013 la mise en place d'un pôle de compétence régional dans la région. L'objectif est de mettre à profit l'expérience acquise dans ce domaine en Afrique de l'Ouest et de proposer des formations régionales en Afrique du Nord.

Le choix s'est porté sur la Tunisie pour son rôle déterminant dans les soulèvements qu'a connus la région depuis 2011 et le fait que le débat qui s'y déroule entre forces progressistes et conservatrices continue d'influencer les pays voisins. Du point de vue pratique, le Codap a pu s'appuyer sur une association de jeunes fondée en 2012 par d'anciens participants du Cours de Formation de Base du Codap : KISTAS pour le Développement de la Démocratie et la Défense des Droits de l'Homme.

La première étape de ce projet de pôle de compétence régional a pris la forme d'une formation à l'attention des jeunes militants de la société civile tunisienne uniquement. Comme par le passé en Afrique de l'Ouest, le lancement d'une première formation uniquement nationale avait pour but de mettre en place la collaboration pratique entre le partenaire local (KISTAS) et le Codap, avant une formation de plus grande envergure géographique en 2014 et 2015.

C'est ainsi que le Codap s'est rendu pour la première fois de son histoire en Tunisie. La formation s'est déroulée du 26 mai au 2 juin, à Aïn Soltane, à 150km de Tunis. Et elle a bénéficié - fait rare - de l'appui financier et technique du bureau national du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH).

La formation a réuni 28 participant-e-s de toutes les régions de Tunisie, y compris celles habituellement défavorisées en matière d'offres de formation, et s'est déroulée en trois volets distincts. Les participants ont tout d'abord commencé par s'initier à l'utilisation des mécanismes juridiques internationaux de protection des droits de l'homme. Les experts du bureau national du HCDH ont complété ce premier volet en abordant notamment les possibilités de recours au niveau national ainsi que les engagements de la Tunisie au niveau international. Dans un deuxième temps, les jeunes activistes ont renforcé leurs compétences dans les domaines de la gestion de l'information et de la communication en abordant, entre autres, les questions de vérification de l'information, de sécurité informatique ainsi que les techniques d'interaction avec les médias. Enfin, près d'une journée et demi a été consacrée aux stratégies d'action. Les outils pédagogiques du Codap ainsi que les conseils de militants tunisiens plus expérimentés ont aidé les participants à développer des projets portant sur des thèmes aussi variés que l'intégration des handicapés, le harcèlement sexuel ou le rejet des mères célibataires par leurs familles.

Cette formation s'est achevée sur un très bon bilan. Le Codap se réjouit en particulier d'avoir pu contribuer à renforcer les capacités de jeunes militantes et militants venant de régions défavorisées de la Tunisie et représentant diverses minorités. L'équipe du Codap a également pris le temps de rencontrer l'équipe de Kistas avant le début de la formation et à les former à l'animation d'ateliers pédagogiques. Cette pré-session a également été l'occasion pour le Codap de mettre en lien KISTAS avec le bureau local de l'OMCT. Un contact qui s'est avéré particulièrement utile au moment de prendre des décisions sur le cas de deux militants menacés par un groupe salafiste local (voir rubrique « Lifeline »).

Le Codap et Kistas se mobilisent désormais pour que la dynamique positive engendrée par cette première formation nourrisse le développement d'un réseau de jeunes défenseurs et défenseuses des droits de l'homme en Tunisie et dans la région. Toutefois, il est à noter que la collaboration entre Kistas et le Codap doit être améliorée et approfondie, en précisant les responsabilités de chacun ainsi que les principes communs en matière de formation.

Pôle de compétences en formation aux droits humains en Afrique de l'Ouest

Suite à l'acceptation par nos bailleurs du nouveau programme international, le Centre d'Information et de Formation en matière de Droits Humains en Afrique (CIFDHA) a pu organiser, conjointement avec le Codap, la quatrième édition des Universités d'été des droits humains qui s'est tenue du 19 au 25 août 2013 à Ouagadougou au Burkina Faso. Le Codap s'est rendu sur place quatre jours avant le début de la formation afin d'organiser une session de formation des formateurs du CIFDHA sur l'animation d'ateliers portant sur le droit internatio-

nal des droits de l'homme et sur l'élaboration de projets.

Cette quatrième session d'étude a porté sur le thème des médias sociaux et leur relation avec les droits humains et la démocratie. 28 participant-e-s se sont déplacés depuis le Bénin, le Burundi, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali, le Sénégal, le Togo et de divers endroits du Burkina Faso afin de participer à ces travaux. A noter - il s'agissait d'une première cette année - qu'ils ont participé à une pré-session en ligne durant quatre semaines afin d'acquérir les notions de base pour suivre la formation. Celle-ci a été structurée en trois pôles complémentaires.

Un premier pôle, ciblant les notions de base en matière de droits de l'homme, a notamment porté sur les systèmes (africain et universel notamment) et sur leur fonctionnement en cas de violations des droits humains.

Le second s'est concentré sur la thématique du cours, à savoir le potentiel et les risques des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Les participants ont été formés à l'utilisation de ces outils (dont par exemple twitter, facebook, le blog, les plateformes vidéos ou les outils collaboratifs google) pour appuyer leur travail de promotion et de défense des droits de l'homme. L'utilisation des NTIC n'étant pas sans risques, cette quatrième édition des Universités d'été en droits humains a pu compter sur le support d'un expert international en sécurité numérique en la personne de Gabriel Bombambo Boseko. Enseignant chercheur à l'Université de Kinshasa (RDC), il a notamment été consultant dans le domaine de la sécurité informatique pour l'ONG de protection des défenseurs des droits de l'homme, Frontline Defenders. Gabriel Bombambo Boseko est resté tout au long de la semaine pour sensibiliser les jeunes aux risques liés à l'utilisation de l'informatique et les aider à acquérir les réflexes et les programmes nécessaires pour protéger les données sur lesquelles ils travaillent. Sa venue a été coordonnée avec l'ONG *Tactical Technology Collective* dont les manuels pédagogiques permettent au Codap de sensibiliser les jeunes militants à la sécurité informatique lors de ses formations à Genève et sur le terrain.

Enfin, le dernier pôle a permis d'accompagner les jeunes dans l'élaboration de projets personnels, en s'appuyant sur les connaissances acquises en matière d'utilisation des NTIC et des mécanismes de protection des droits de l'homme. L'outil de cartographie tactique a notamment été utilisé pour élaborer une carte des acteurs pour chaque projet.

Plusieurs projets sont ressortis de cette session, l'un portant par exemple sur la lutte contre le phénomène des violences en milieu scolaire et l'autre sur la création d'une association destinée à promouvoir l'éducation et l'autonomisation des personnes vulnérables et marginalisées.

République de Guinée

Du 29 novembre au 4 décembre 2013, une formation réunissant 25 participants âgés de 17 à 25 ans s'est tenue à Conakry, en Guinée. Cette formation s'inscrivait dans un projet plus large de création de clubs de promotion des droits humains dans des universités et des lycées de Conakry, initié en 2011 par notre partenaire, le Centre guinéen de Promotion et protection des Droits de l'Homme (CPDH).

Le cours a consisté à transmettre les connaissances nécessaires aux futurs animateurs de ces clubs, afin qu'ils soient en mesure de les gérer. Les participants ont été sélectionnés dans cinq établissements universitaires ou scolaires retenus pour le projet sur la base de leurs compétences, de leur motivation et en respectant un équilibre de genre et d'origine ethnique. A ce sujet, il est vrai qu'en Guinée l'appartenance ethnique est source de nombreuses tensions sociales. Un équilibre dans l'origine ethnique des membres des clubs était donc un pré-requis pour instaurer une culture de tolérance promue à travers les valeurs et les principes des droits humains.

Durant cette semaine de cours, les participants ont été formés à la gestion d'association, aux mécanismes nationaux, régionaux et universel de protection des droits de l'homme, aux stratégies de communication et de financement, à l'élaboration de projets ou encore à l'animation de campagne de sensibilisation grâce à la contribution d'experts en la matière. A noter la présence et le soutien pour plusieurs ateliers du représentant adjoint du bureau du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH) à Conakry, confirmant l'intérêt de son institution pour ce projet et validant sa pertinence.

Le public cible de cette formation a quelque peu différé du public habituel du Codap, étant donné que nous travaillons normalement avec des jeunes déjà engagés dans une association de défense des droits humains. Au niveau pédagogique, il a donc été nécessaire de revoir le contenu des ateliers afin de l'adapter aux besoins spécifiques des jeunes animateurs des clubs de promotion des droits de l'homme. Par exemple, des stratégies de financement adaptées (par quartier) ont été proposées pour aider les jeunes à financer leurs projets.

La formation s'est très bien déroulée. Une évaluation du programme a été effectuée chaque matin afin de s'assurer que tout le monde suivait correctement le contenu du cours.

Un suivi des clubs des droits de l'homme nouvellement créés sera effectué par le CPDH, avec l'appui du HCDH. Le CPDH sera ainsi amené à jouer un rôle de conseil et d'appui pour les jeunes membres des clubs. Cette volonté de suivi a été manifestée durant le cours, en invitant de jeunes animateurs de clubs formés en 2011 à partager leur expérience avec les nouveaux.

Poursuivant l'objectif d'autonomiser financièrement ses partenaires, le Codap s'est également investi en marge de la formation pour nouer des contacts avec l'ambassade de France, qui a fait part de son intérêt à collaborer avec le CPDH. Le CPDH et le Codap se sont également entretenus avec le Ministre guinéen des Droits de l'Homme ainsi qu'avec un représentant du bureau guinéen du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme.

17ème Cours de Base du Centre Québécois de Formation

Du 11 au 13 octobre 2013 s'est tenue la traditionnelle formation du Centre de Formation Québécois pour les jeunes en matière de droits humains (CQF), à laquelle le Codap contribue depuis plus d'une dizaine d'années. Cette année, la formation a réuni 13 participant-e-s. La thématique a porté sur l'état du respect des droits humains au Canada. Divers intervenants spécialisés ont abordé la thématique des droits des peuples autochtones, de ceux des sans-abris ainsi que le désengagement du gouvernement fédéral sur les questions environnementales et de droits humains contraires aux intérêts économiques du Canada.

Durant cette session de formation, l'organisation d'ateliers interactifs a également permis d'aborder les notions de base des droits humains et leurs mécanismes de protection ainsi que les étapes pertinentes pour organiser une intervention dans les médias. Plusieurs intervenants ont contribué à cette formation par une présentation ou un atelier dans ces domaines, ou en donnant de nouvelles idées d'actions originales, telle l'ONG Infinity qui a enseigné aux participants comment mettre en scène des situations de violations des droits humains et les discuter en utilisant les techniques du théâtre-forum.

Au niveau local

Formations ciblées

Les formations à la demande ont connu un succès florissant en 2013. Que ce soit dans le cadre du partenariat avec euforia et ses "binoulots", ou dans le réseau plus classique du Codap, 8 d'entre-elles ont été mises sur pied.

L'atelier de stratégie de financement et de construction de budget a été proposé à deux reprises à Upload et au doCip pour un total de 9 participants. L'atelier de stratégie d'action et de gestion de projet, a été proposé aux deux mêmes associations à un total de 9 participants. Enfin les modules de stratégie de communication et de relation avec les médias a été donnée à 6 participants d'Upload.

Par ailleurs, le Codap a coorganisé une formation avec la Haute Ecole Pédagogique de Lucerne sur l'éducation aux droits humains dans le cadre de la réédition du manuel «Repères» du Conseil de l'Europe en novembre 2013.

Promotion

La promotion vise à la fois à défendre le rôle des jeunes dans les initiatives pour la protection des droits humains, et à susciter l'engagement de nouvelles personnes pour cette cause. Le Codap met en place des moyens pour informer les jeunes, diffuser des informations et aider les militants à promouvoir leurs activités.

Au niveau international et local

Le Journal du Codap: Echos Militants

Le Codap a édité et publié une seule édition du journal Echos Militants en 2013, celle-ci a été publiée en mai 2013 et est disponible sur notre site internet.

Nous avons connu quelques soucis logistiques - notamment un gros bug de notre base de donnée d'adresse - qui ont rendu impossible l'impression des 939 adresses postales auxquelles ce journal aurait dû être envoyé. Nous espérons réussir à régler ce problème rapidement et pouvoir acheminer cette publication.

Site Internet

Le site Internet du Codap ainsi que notre base de donnée en ligne ont été régulièrement mis à jour.

Malheureusement, la newsletter de l'agenda en ligne a connu plusieurs problèmes techniques et sa diffusion n'a pu être effectuée. Nous espérons réussir à remédier à ce problème dès 2014.

Au niveau local

Cafés des Libertés

Cela aura été l'un des deux points noirs de l'année 2013 pour le programme national du Codap. En effet, un seul café des libertés a pu être réalisé. Nous pensons que l'énergie déployée cette année à développer le réseau du Codap hors de Genève nous a fait manquer certaines opportunités en la matière. Toutefois, nous espérons pouvoir rattraper notre retard en 2014.

Le Café a été réalisé le 4 avril 2013, à La Barge des Volontaires à Genève. Il avait pour thème : "Violences faites aux femmes : se taire ou agir". L'objectif était de débattre des actions que l'on peut prendre pour réduire le niveau de violence que les femmes subissent. En effet, les violences faites aux femmes sont aujourd'hui encore légion. On pense d'abord au viol, puis aux violences domestiques. Il en existe d'autres, beaucoup, moins visibles : toutes les violences symboliques faites aux femmes dans les différentes civilisations - inégalités, non reconnaissance du rôle social, etc.

Pour discuter de ce thème plus que jamais d'actualité, nous avons eu le plaisir de recevoir Paola Salwan Daher, Représentante du Cairo Institute for Human Rights Studies à l'ONU, ainsi que Patricia Schulz, Experte Indépendante du Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDEF).

Une soixantaine de personnes ont assisté et participé à ce débat. Ce dernier a été filmé, mis en ligne sur la plateforme de partage de vidéos Youtube, et est disponible ici :

Partie 1 : <http://youtu.be/sqxDPV4VTJw>

Partie 2 : http://youtu.be/7O9zhdVZ_Dk

Partie 3 : <http://youtu.be/nLmc6HJHK-U>

Vie du Codap et activités d'auto-financement

Sous plusieurs aspects, 2013 s'est révélé être une année de transition et de nouveautés. Transition puisqu'elle a marqué le début d'un nouveau cycle de financement, assurant au Codap une stabilité financière sur les trois prochaines années grâce notamment à l'engagement renouvelé de bailleurs publics pour le programme international et d'une fondation privée pour le programme national. Il s'agit là d'une conséquence directe des efforts consentis dès 2011 pour développer une stratégie de financement durable pour l'association.

Transition également sur le plan humain, puisqu'un nouveau Comité s'est formé avec des bénévoles arrivés en 2012 et en 2013. Un engagement remarqué, tout comme celui de Jean Willemin qui a achevé le sien en tant que coordinateur international du Codap. Après trois années passées à faire profiter le réseau international du Codap de ses compétences et de sa personnalité ouverte, Jean a entamé une nouvelle étape de sa carrière au Bénin. Bon vent à lui ! Cédric Chatelanat, coordinateur du CFB cette année-là, le remplace.

Enfin, cette année n'aurait pas été une véritable transition si le Codap ne s'était pas donné les moyens de la réussir. Sur ce plan, tant Jean que Selim Neffah, coordinateur national, administratif et financier, se sont impliqués pour transmettre à la « jeune » génération toutes les compétences acquises lors de leurs mandats. Un travail qui a nécessité patience et engagement, mais qui garantit au Codap de pouvoir continuer à apporter un appui de qualité aux jeunes travaillant à la défense et à la promotion des droits de l'homme. Merci à eux !

Les organes

Les organes du Codap sont l'Assemblée générale, le Bureau, le Comité, le Conseil et les Équipes. La mise en application de la nouvelle formulation de nos

statuts commence à bien fonctionner. Le Comité s'est réuni 5 fois en 2013, afin d'acquérir les compétences nécessaires pour pouvoir reprendre la gestion de l'association.

L'Assemblée générale

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le 23 avril 2013 dans les locaux du Codap.

Le Bureau

Au cours de l'assemblée générale 2013, les personnes suivantes ont été élues au Bureau, organe gérant les affaires courantes de l'association:

Florie Pingoud, *Co-présidente*

Mickaël Repellin, *Co-président*

Carole Despont, *Trésorière*

Noémie Chatelangat, *Secrétaire*

Les Equipes et les membres

L'ensemble des activités du Codap est assuré par des équipes de bénévoles. Ce fonctionnement permet à notre structure de bénéficier des multiples compétences et savoir-faire de ses membres. L'ensemble des membres actifs du Codap sont des militants aguerris des droits fondamentaux et leur expérience permet d'apporter de l'appui et des conseils appropriés aux jeunes défenseurs des droits de l'Homme.

En 2013, douze personnes ont fait partie activement des équipes bénévoles du Codap.

Le Conseil

Le Conseil est composé d'experts qui suivent les activités de l'organisation et proposent des orientations. Il n'y a pas de réunion formelle du Conseil, mais l'ensemble de ses membres est constamment à disposition des membres d'équipes et de la permanence.

La Permanence

La Permanence a la charge d'appuyer les équipes de bénévoles dans toutes les activités du Codap et de garantir son fonctionnement administratif. Elle est composée de deux coordinateurs.

En juin 2013, Jean Willemin a remis la coordination du programme international à Cédric Chatelangat. De son côté, Selim Neffah, coordinateur national, administratif et financier, aura joué son rôle de formateur à plein, appuyant à la fois le nouveau coordinateur international ainsi que le nouveau Bureau.

Remerciements

Bénévoles et soutiens individuels

Grâce à tous les bénévoles qui s'investissent au Codap, l'aventure du soutien des jeunes défenseurs et défenseuses des droits fondamentaux perdure depuis 27 ans. Un grand merci à toutes et tous pour votre disponibilité et votre engagement. Par ailleurs, de nombreuses personnes soutiennent nos activités en nous donnant de leur temps ou en soutenant les jeunes dans des instances politiques ou administratives. Tous nos remerciements vont à ces personnes, souvent discrètes, et pourtant incroyablement efficaces.

Partenaires financiers

Grâce à ses partenaires financiers, le Codap peut poursuivre ses activités régulièrement. Nous tenons à remercier chaleureusement pour leur soutien en 2013:

- Le Programme Jeunesse en Action de l'Union européenne
- L'Office Fédéral des Assurances Sociales
- Le Bureau de la solidarité internationale de l'Etat de Genève
- La Délégation Genève Ville Solidaire
- Avina Stiftung
- La Ville de Genève
- La Commune de Plan-les-Ouates
- La Commune d'Onex
- La Commune de Troinex
- La Commune de Confignon
- La Commune de Bernex
- La Commune de Vernier
- Amnesty International - Section Suisse

Et toutes les personnes qui nous soutiennent financièrement par leurs dons.



Rue Liotard 5
CH - 1202 Genève

tél + 41 22 735 93 94
fax + 41 22 345 02 46

codap@codap.org
www.codap.org
skype: codap_ge